



“Apprenons à nos enfants une politique de gouvernance du pays basée sur la parole de Dieu”



Lors de la prière œcuménique de 3 jours organisée par le CNDD-FDD qui se tient depuis jeudi le 19 janvier 2023 jusqu'au samedi le 21 janvier 2023 en province de Gitega, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a invité les Burundais à instituer la culture de la prière en famille afin d'inculquer aux enfants de vraies valeurs qui s'inspirent de la parole de Dieu.

“ Apprenons à nos enfants une bonne politique de gouvernance du pays basée sur la crainte de Dieu», a-t-il indiqué, déplorant que l'éducation des enfants Burundais se détériore de plus en plus par manque de dialogue, des séances d'étude biblique et surtout de prière en famille.

En révélant l'objectif de cette prière de grâce organisée cette année sous le thème tiré dans Néhémie 5:14-19, le Numéro Un Burundais a fait savoir que ce thème a été choisi suivant l'héritage de feu Président Pierre Nkurunziza. Il a saisi cette occasion pour interpeller les leaders Burundais à faire une introspection en vue d'évaluer leur contribution à la construction du pays à l'instar de Néhémie.

Le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a enfin rappelé que tout pouvoir vient de Dieu et exhorte les leaders à ne pas opprimer le peuple mais plutôt à utiliser leurs positions pour servir le peuple par crainte de Dieu.

Signalons qu'à l'occasion de cette prière rehaussée par le Couple Présidentiel, qui a vu la participation des dirigeants du parti CNDD-FDD au plus haut niveau et autres dignitaires de l'Etat, la Révérende Denise Nkurunziza a, dans sa prédication, invité l'auguste assemblée à développer un esprit patriotique comme Néhémie pour apporter des solutions aux problèmes qui hantent le pays. (www.presidence.bi).

Dans cette Edition:

page

“Apprenons à nos enfants une politique de gouvernance du pays basée sur la parole de Dieu”

1

« Le Burundi devrait être considéré à sa juste valeur comme un pays qui se relève »

2

Le Ministre de la Solidarité et celui de l'Energie rencontrent la population de Cibitoke

2

Ruyigi/Gisuru : Les agents de santé communautaire reçoivent des kits de matériel

3

Le Burundi se prépare à l'examen périodique universel, 4e cycle

3

Cankuzo/Ruyigi: les Ministres de la Santé et de la Justice recueillent les doléances de la population

3

Le Ministère de la Justice vulgarise la 3ème édition des codes et lois du Burundi

4

Une délégation de la Police Nationale du Burundi au plus haut niveau a rencontré le Directeur Général de la Police Nationale de la République de Türkiye

4

54ème réunion de l'UNSC

5

« Le Burundi devrait être considéré à sa juste valeur comme un pays qui se relève »



Le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience mardi le 17 janvier 2023 au Palais de Gitega, le Représentant de l'UNICEF au Burundi Mr John Egbe Agbor, avec lequel ils ont échangé sur les programmes de cette organisation afin de les aligner dans la droite ligne des priorités du gouvernement.

« A cause des réticences de certains partenaires au développement les efforts sont dispersés, ce qui freine le Burundi à arriver à un développement équilibré » a déploré le Numéro Un Burundais en saluant toutefois l'action de l'UNICEF au Burundi qui intervient notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'assainissement et la protection sociale dans le cadre de la protection des droits de l'enfant de 0 à 18 ans.

Aux préoccupations soulevées par le Représentant de l'UNICEF liées au taux de mortalité élevé au niveau de la petite enfance où sur 950 naissances, 20 n'arrivent pas à 1 mois et l'abandon scolaire, le Président de la République a expliqué que ce sont les effets de la guerre qui, pendant plus d'une décennie, a secoué le Burundi.

Il rassure toutefois que le Gouvernement du Burundi a entrepris des initiatives pour améliorer la nutrition et la santé communautaire en recommandant un programme de nutrition dans chaque hôpital et en installant des postes de soins de première nécessité sur chaque colline de recensement. A ce sujet, il a salué l'action de l'Office de la Première Dame pour le Développement qui contribue également à la lutte contre la malnutrition à travers le projet d'installation des cantines scolaires dans toutes les écoles.

« Il faut voir le Burundi à sa juste valeur comme un pays qui se relève et éviter de le comparer à d'autres pays qui ont été toujours stables », a laissé entendre le Président Ndayishimiye confiant que son pays a déjà franchi un pas satisfaisant en termes de développement bien qu'il y a encore des séquelles de guerre.

Il a conclu en réitérant son appel à tous les partenaires au développement du Burundi à travailler conjointement avec le gouvernement et surtout à soutenir le Programme d'Autonomisation Économique et d'Emploi des Jeunes (PAEJ) afin de créer une génération nouvelle, ce qui, selon lui, changera le Burundi.

En marge de cette audience, Son Excellence Ndayishimiye a effectué une visite dans son projet d'élevage de lapins à la délégation de l'UNICEF et leur a présenté son projet de modernisation et d'extension du clapier afin de prêcher par l'exemple et de contribuer à la promotion des activités agropastorales. (www.presidence.bi).

Le Ministre de la Solidarité et celui de l'Energie rencontrent la population de Cibitoke



Le mercredi 18 janvier 2023, le Ministre de la Solidarité Nationale Madame Imelde Sabushimike et celui de l'Energie et des mines Ir.Ibrahim Uwizeye ont animé conjointement, une réunion en commune Mabayi, province Cibitoke, pour s'enquérir des préoccupations de la population relatives aux deux Ministères.

Parmi les préoccupations exprimées notamment par l'administration : beaucoup de personnes indigentes dans les communes Buganda et Rugombo qui ont besoin des terres et des enfants de la rue qui deviennent de plus en plus nombreux. La Ministre Imelde Sabushimike a donné les orientations du Gouvernement à ces questions.

A ces préoccupations, la Ministre a dit que la retraite gouvernementale a recommandé que toutes les personnes aient accès à la terre et les enfants de la rue soient encadrés. Mais cela n'empêche pas que les administrations s'organisent pour encadrer ces enfants et leur donner les formations nécessaires.

En rapport avec l'énergie, les habitants de la province Cibitoke ont soulevé les problèmes des transformateurs électriques qui sont débordés ou des localités non électrifiées, ce qui handicape les activités de développement. Le Ministre Ibrahim Uwizeye a reconnu qu'elle manifeste réellement un grand besoin en énergie électrique et a devancé les pouvoirs publics. Mais il a tranquilisé la population de cette localité en disant que la Regideso va s'en occuper pour que la population ait accès à l'électricité.

A cette question d'énergie électrique, le DG de la Regideso a indiqué qu'il n'y a plus beaucoup d'inquiétude à se faire. La Regideso s'est d'abord occupé de l'identification des marchés d'approvisionnement en matériel électrique, compteurs, poteaux électrique, etc. Des quantités importantes de matériels ont été importées, à moindre coût, par rapport aux commandes antérieures et sont, soit dans les stocks, soit en cours de route.

Pour l'électricité, la Regideso envisage de remplacer les poteaux en bois, ou usés par les poteaux métalliques ou en béton armé, mais aussi de remplacer tous les compteurs électriques classiques ou endommagés par de nouveaux compteurs cash power. Il en est de même avec la pénurie d'eau potable, le DG de la Regideso a dit que le matériel est en cours d'importation et beaucoup d'activités sont prévues pour fournir l'eau potable à la population.

L'insuffisance d'eau potable a été évoquée au centre urbain de Cibitoke et dans d'autres localités où les sources d'eau ont été identifiées, mais les aductions d'eau sont vétustes ou débordées.

Dans les échanges, on est revenu sur la problématique des exploitations minières, le Ministre en charge des Mines, Ir.Ibrahim Uwizeye a recommandé le strict respect des décisions prises par le Gouvernement.

Pour les problèmes causés par la société Tanganyika mining company, dont les activités ont été suspendues, suite au malentendu avec le Gouvernement, le Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, recommande de saisir la justice. (www.rtnb.bi)

Ruyigi/Gisuru : Les agents de santé communautaire reçoivent des kits de matériel



Le mardi 17 janvier 2023, la Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Sylvie Nzeyimana a

procédé à la remise d'un kit de matériel destiné aux agents de santé communautaire du district sanitaire de Gisuru, dans la province sanitaire de Ruyigi. C'est du matériel qui leur permettra de bien réaliser leur activité de surveillance de proximité de la santé communautaire.

Ce kit de matériel composé de vélos, téléphones portables, bottes,

mégaphones, badges, Sceaux à poubelle, imperméables et piles minuteur a été remis à chacun des 211 agents de santé communautaire du district sanitaire de Gisuru. L'objectif de distribution de ce kit est de permettre aux agents de santé communautaire de bien sensibiliser les familles à faire vacciner leurs enfants et faire une surveillance de santé communautaire.

La Ministre de la santé publique et de la lutte contre le SIDA Dr Sylvie Nzeyimana s'est réjouie que ce district sanitaire de Gisuru ait évolué durant les 3 dernières années, en augmentant le taux de vaccination et elle ne doute pas que ce BDS Gisuru continuera de progresser.

Dr Sylvie Nzeyimana a exhorté les agents de santé communautaire bénéficiaires du kit de matériel à le sauvegarder et à en faire bon usage, pour s'en servir le plus longtemps possible. Elle a salué leurs prestations bénévoles qui aident le ministère à atteindre plus de résultats dans la couverture sanitaire. Et d'ajouter que les prétextes de manque de déplacement et autres matériels sont terminés, qu'il faut donc s'atteler au travail pour enfin atteindre le résultat attendu, a conclu Dr Sylvie Nzeyimana, ministre en charge de la santé publique. (www.rtnb.bi)

Le Burundi se prépare à l'examen périodique universel, 4e cycle



membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

Le Ministère en charge des droits de l'homme a organisé du 17 au 19 janvier 2023, un atelier de validation du rapport national sur l'examen périodique universel du Burundi, 4e cycle. L'EPU consiste à passer en revue les réalisations des États

L'EPU permet aux États membres de l'ONU de présenter les mesures qu'il a prises pour améliorer la situation des droits de l'homme sur son territoire et remplir ses obligations en la matière.

Ce 4^{ème} rapport qui est en train d'être enrichi dans cet atelier de validation, contient les renseignements généraux sur le Burundi, les réponses aux recommandations du 3^{ème} cycle de l'EPU, les progrès accomplis par le Burundi, les défis rencontrés et les perspectives d'avenir.

La tenue du 4^{ème} cycle de l'Examen Périodique Universelle (EPU) du Burundi aura lieu lors de la 43^{ème} session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel prévue du 1er au 12 Mai 2023 à Genève, a dit Tantine Ncutinamagara, assistante du ministre en charge des droits de l'homme. (www.rtnb.bi)

Cankuzo/Ruyigi: les Ministres de la Santé et de la Justice recueillent les doléances de la population



Dans le cadre de la mise en application des recommandations de la retraite gouvernementale, le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Sylvie Nzeyimana et celui de la Justice Domine Banyankimbona ont rencontré lundi le 16 janvier 2023, au chef-lieu de la province de Cankuzo, les chefs de services déconcentrés dans les domaines de la santé et de la justice.

Dans son mot d'accueil, le Gouverneur de Cankuzo Boniface Banyiyezako a fait savoir que dans le domaine de la santé il y a des problèmes liés entre autres à l'insuffisance du personnel, des équipements, au personnel qui abandonne le travail, à l'école paramédicale dont le personnel est insuffisant et au manque de matelas dans les dortoirs de cette école.

Répondant aux préoccupations des responsables des structures de soins, la Ministre en charge de la Santé Dr Sylvie Nzeyimana a donné des orientations et promet d'appuyer ces structures sanitaires en personnel, en équipements et en formation pour qu'elles soient à jour par rapport à certains protocoles.

Dans le domaine de la justice, le Gouverneur de la province Cankuzo Boniface Banyiyezako a indiqué que la province fait face à certaines difficultés dont le manque de véhicules, l'insuffisance du personnel, du matériel et des procès achevés qui ne sont pas mis en exécution.

Avant de recevoir les préoccupations de la population, la Ministre de la justice Madame Domine Banyankimbona a informé le public qu'elle avait apporté des réponses aux recours lui adressés pendant l'année 2020.

Madame Domine Banyankimbona a également indiqué le ministère est à l'œuvre pour relâcher les détenus ayant commis des infractions moins graves afin qu'ils comparaissent étant en liberté provisoire, dans le but de désengorger les maisons de détention. Une telle mesure a déjà permis de réduire la population carcérale de 400% à 284%, a-t-elle précisé.

Pour d'autres préoccupations de la population en matière de justice, la Ministre de la Justice Domine Banyankimbona a donné des avis, des considérations et des orientations allant dans le sens de trouver une issue favorable.

En marge de la rencontre, la Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA a octroyé un appui de lait en poudre aux nourrissons de l'orphelinat Notre Dame de Lourdes tenu par les sœurs Bene Bernadette à Muremera dans la commune Kigamba de la province de Cankuzo.

La Ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le SIDA Dr Sylvie Nzeyimana a visité dans l'après-midi du lundi 16 janvier 2023, la province de Ruyigi où elle a rencontré les chefs de services déconcentrés, les responsables des structures de soins en vue d'écouter les doléances de la population et du personnel de santé.

Dans son mot d'accueil, le Gouverneur de Ruyigi Madame Tabu Emmerancienne a relevé pas mal de défis qui hantent le secteur de la santé notamment l'insuffisance du personnel, de véhicules de supervision et d'approvisionnement et les subsides qui parviennent tardivement aux structures de soins.

Selon toujours le Gouverneur Tabu, d'autres préoccupations sont liées aux chiffres inquiétants de cas de malnutrition à Gisuru et Kinyinya, au mauvais accueil des patients dans certains centres de santé, au vol de médicaments

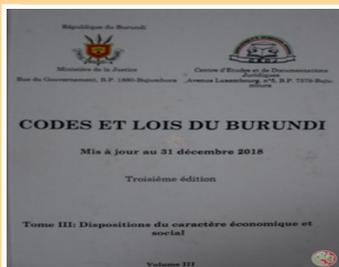
ainsi qu'une sorte de parasites qui attaquent la population pendant la nuit.

Réagissant aux préoccupations soulevées, la Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Sylvie Nzeyimana a demandé au chef du bureau provincial de santé et au bureau de santé de s'impliquer davantage dans le suivi de la gestion des fonds des centres de santé et en cas de malversations, de se confier à la Cour anticorruption pour la répression et le retour des fonds détournés.

Concernant certains prestataires qui ne se comportent pas comme il faut à l'égard des patients, la Ministre en charge de la Santé Dr Sylvie Nzeyimana a mis en garde ceux qui affichent un tel comportement leur signifiant qu'ils seront sévèrement punis.

Concernant les insectes qui ont envahi les communes de Gisuru et Kinyinya et qui s'attaquent aux humains, la Ministre ayant la santé dans ses attributions a fait savoir que le ministère va dépêcher des équipes techniques pour analyser ces insectes et proposer une voie de combattre ces insectes. (www.rtnb.bi)

Le Ministère de la Justice vulgarise la 3ème édition des codes et lois du Burundi



Le Ministère de la Justice via son Centre d'Etudes et de Documentation Juridique (CEDJ) a organisé au chef-lieu de la province Gitega, un atelier de vulgarisation de la 3ème édition des codes et lois du Burundi, à l'intention des chefs de services déconcentrés œuvrant dans cette province.

Le Directeur du Centre d'Etudes et de Documentation Juridique (CEDJ) du Ministère de la Justice Monsieur Cyprien Bigirimana a indiqué que chaque édition des codes et lois est une occasion d'actualiser et de connaître le

contenu du droit burundais. Il a fait savoir que la 3ème édition compile les nouveaux textes de lois et règlements, les modifications et les abrogations intervenues pendant la période de 2012 à 2018.

Monsieur Cyprien Bigirimana, Directeur du centre CEDJ a précisé que la vulgarisation de la 3ème édition est le résultat des efforts conjugués des partenaires concernés à savoir le CEDJ et le Gouvernement du Burundi via le Ministère de la Justice, puisque sa réalisation n'a pas bénéficié de l'appui des bailleurs comme la 2ème édition.

Les participants à l'atelier de vulgarisation de la 3ème édition des codes et lois du Burundi organisé par le Ministère de la Justice ont apprécié positivement cette activité, mais ont émis le souhait que ces codes et lois soient traduits en kirundi afin qu'ils puissent s'en servir efficacement. (www.rtnb.bi)

Une délégation de la Police Nationale du Burundi au plus haut niveau a rencontré le Directeur Général de la Police Nationale de la République de Türkiye



Le mardi 17 janvier 2023, une délégation de la Police Nationale du Burundi au plus haut niveau conduite par le Chef du Cabinet de Police General Major Leonidas Ndaruzaniye, a rencontré le Directeur Général de la Police Nationale de la République de Türkiye pour échanger sur les sujets d'intérêts communs et le projet de Coopération dans le domaine sécuritaire entre eux.

Cette délégation a été accompagnée par Son Excellence Monsieur Gérard NTAHORWAROYE BIKEBAKO, l'Ambassadeur de la République du Burundi en Türkiye.

A l'issue des échanges, les deux corps de sécurité se sont entendus d'inscrire rapidement les équipes techniques pour la mise en œuvre de l'Accord de coopération dans le domaine sécuritaire déjà ratifié par la partie burundaise.

Après l'entretien avec la Police Nationale de la République de Türkiye, la délégation de la Police Nationale du Burundi au plus haut niveau a visité les sociétés spécialisées dans la fabrication des équipements militaires de police où ils ont été intéressés de leurs réalisations.



Les sociétés visitées sont : BMC (Berone Motos Campany), MKE (Makine ve Kimya Endustrisi), AVS (Avionics and Sensors) et SD (System Defense). (MAECD)

54^{ème} réunion de l'UNSA



En date du 13 janvier 2023 à Brazzaville, il s'est tenu la 54^{ème} réunion des experts du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSA). Les activités de cette réunion ont été officiellement ouvertes par le Chef des Organes politiques et juridiques des Nations Unies au Ministère des Relations extérieures du Cameroun, pays assurant la Présidence tournante dudit Comité, M. Lasconi Mougui Medi.

Au cours de cette réunion, M. Lasconi Mougui Medi a rappelé le contexte et les enjeux qui justifient l'urgence d'approfondir les réflexions visant à trouver des solutions adéquates aux facteurs d'instabilité qui préoccupent les Etats membres à savoir les menaces sécuritaires classiques à l'instar de la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre et le grand banditisme, la transhumance, la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, les crises migratoires, les changements climatiques, le terrorisme et l'extrémisme violent aux conséquences drastiques notamment pour les femmes et les enfants sans oublier les cas de prolifération des discours de haine amplifiés par l'usage pernicieux des réseaux sociaux.

Comme l'a indiqué M. Lasconi Mougui Medi, le rapport du bureau sortant a permis d'apprécier les efforts déployés pour faire face à ces

défis. En ce qui concerne particulièrement les discours de haine, M. Lasconi Mougui Medi a mis en relief l'importance du projet de stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale adopté lors d'un

Forum inclusif à Kinshasa le 24 juin 2022.

Selon le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, M. André Poh, il est nécessaire de prendre des mesures en vue de la mise en œuvre de cette stratégie. Il a aussi salué la participation des uns et des autres à la 54^{ème} session du Comité. Il a noté que leur présence traduit la volonté et l'engagement des Etats membres qui travaillent inlassablement et de façon quotidienne, à la résolution des problèmes qui se posent à la sous-région.

Le Congo, qui préside désormais la réunion du Comité des experts, a par ailleurs rappelé l'importance du dialogue et de la négociation dans la recherche des solutions durables aux défis qui interpellent les pays d'Afrique centrale.

Signalons que la phase protocolaire a été suivie par les discussions sur la revue géopolitique et sécuritaire présentée par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). (MAECD)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi